

Somalie/Attentat

Au moins 137 morts à Mogadiscio

AFP  
Mogadiscio/Somalie

On dénombre également 300 blessés dans cette attaque, la plus meurtrière jamais perpétrée dans le pays.

AU moins 137 personnes ont été tuées et 300 blessées dans un violent attentat au camion piégé samedi dans le centre de Mogadiscio, ce qui en fait l'attaque la plus meurtrière de l'histoire de la Somalie, selon la police.

"Nous obtenons différents chiffres pour les victimes de la part des centres médicaux, mais nous avons confirmé pour l'instant 137 (morts), la plupart brûlés au point de ne pas être reconnaissables. Le bilan des morts peut être encore plus élevé, car il y a plus de 300 blessés, pour certains d'entre eux grièvement", a déclaré à l'AFP un responsable de la police, Ibrahim Mohamed.

"Il est très difficile d'avoir un chiffre précis parce que les cadavres ont été emmenés vers différents centres médicaux, et certains d'en-

tre eux ont été enlevés directement par leurs proches pour être enterrés", a-t-il indiqué, ajoutant qu'il s'agissait du "pire attentat" ayant jamais frappé la Somalie.

Cet attentat au camion piégé est survenu en milieu d'après-midi samedi au carrefour PK5, situé dans le district de Hodan, un quartier commercial très animé de la capitale avec ses magasins et ses hôtels. La très forte explosion a violemment endommagé les bâtiments situés à proximité.

"Ce que j'ai vu dans les hôpitaux que j'ai visités est indicible. On continue à retrouver des corps et je demande à chacun de venir aider. Les gens sont dans une situation difficile", a, pour sa part, déclaré le maire de Mogadiscio, Tabid Abdi Mohamed.

"Il n'y a pas de pire tragédie que quand quelqu'un vient voir le corps d'un proche décédé et ne peut pas le reconnaître", a-t-il ajouté.

Le président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmajo, a visité hier matin l'hôpital Erdogan, où il a donné son sang pour les victimes et où les



La scène de l'attentat à Mogadiscio, le pire de l'histoire de la Somalie.

Photo : AFP

médecins lui ont dit avoir admis 205 patients, dont plus de 100 avec des blessures graves.

M. Farmajo a décrété un deuil national de trois jours. "C'est une attaque horrible menée par les shebab contre des civils innocents, qui ne visait pas des responsables gouvernementaux somaliens spécifiques. Cela montre combien ces éléments violents sont sans pitié, pour viser sans distinction des gens innocents qui ne faisaient que s'occuper de leurs affaires", a-t-il déclaré dans un discours télévisé.

L'explosion s'est produite devant l'hôtel Safari, un établissement populaire qui n'est d'ordinaire pas

fréquenté par des responsables gouvernementaux. Habituellement, les islamistes shebab ciblent plutôt les hôtels dans lesquels résident les responsables officiels.

Cet attentat n'a cependant pas encore été revendiqué par les shebab ou aucun autre groupe. Mais les shebab, liés à Al-Qaïda, lancent fréquemment des attaques et attentats-suicides dans Mogadiscio et ses environs.

"UNE TRAGÉDIE SANS PRÉCÉDENT" • "Nous avons visité l'hôpital Medina et le directeur nous a dit que 218 corps morts avaient été admis depuis hier, dont 130 brûlés au point de ne pouvoir être reconnus", a indiqué sur son

compte Facebook Abshir Ahmed, le président adjoint du Sénat somalien.

"Tous les hôpitaux de Mogadiscio sont remplis des victimes de l'explosion. Ce qui s'est passé hier (samedi) est une tragédie sans précédent", a déclaré à l'AFP Abdulkadir Haji Aden, directeur du principal service ambulancier de Mogadiscio.

Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).

Ils ont été chassés de Mogadiscio en août 2011 et ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent dans la capitale, et contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.

L'attentat de samedi a eu lieu deux jours après l'annonce de la démission, sans explications, du ministre de la Défense et du chef de l'armée.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Politique.** Le souvenir de Sankara Plusieurs centaines de personnes ont manifesté hier à Ouagadougou pour réclamer "vérité et justice" pour Thomas Sankara, trente ans après l'assassinat du père de la révolution burkinabè, tué lors du coup d'Etat de 1987 qui porta au pouvoir son compagnon, Blaise Compaoré.

• **Centrafrique/Violences.** Plusieurs morts dans le sud-est

Des violences meurtrières ont touché en début de semaine dernière la ville de Kembé (sud-est de la Centrafrique), entre Alindao et Bangassou, dans une région en proie à des tensions depuis mai, selon des sources de l'Onu. "Selon les informations reçues, ces violences auraient entraîné la mort de plusieurs membres de la communauté musulmane", a annoncé samedi la Minusca.

• **Mali/Sécurité.** Inauguration d'un centre de coordination sous-régional

Un centre de coordination ouest-africain d'alerte précoce aux menaces sur la sécurité a été inauguré samedi à Bamako par les chefs d'Etat malien Ibrahim Boubacar Keïta et togolais Faure Gnassingbé, président de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

A travers le monde

• **Allemagne/Elections.** Basse-Saxe : les sociaux-démocrates devant la CDU de Merkel

Les sociaux-démocrates allemands sont arrivés hier nettement en tête de l'élection régionale en Basse-Saxe, une mauvaise nouvelle pour la CDU d'Angela Merkel qui s'engage cette semaine dans la quête d'une majorité pour gouverner l'Allemagne.

• **Autriche/Législatives.** Victoire du jeune conservateur Sebastian Kurz



Le jeune leader conservateur Sebastian Kurz, 31 ans, a remporté les élections législatives autrichiennes hier, selon les premières projections, signant un probable retour de la droite à la chancellerie, peut-être au prix d'une alliance avec l'extrême droite.

• **Syrie/Conflit.** La bataille de Raqa dans sa "phase finale"

La bataille pour reprendre Raqa au groupe Etat islamique (EI) est dans sa "phase finale", ont annoncé hier les combattants soutenus par les Etats-Unis, après que la totalité des civils ont été évacués de cette ville syrienne à l'exception des proches de jihadistes étrangers.

Liberia/Présidentielle du 10 août

Weah accentue son avance

AFP  
Monrovia/Liberia

Un second tour paraît toujours probable.

LE favori de la présidentielle au Liberia, le sénateur George Weah, légende du football africain, accentue son avance sur le vice-président Joseph Boakai, mais un second tour paraissait de plus en plus probable, selon les derniers résultats partiels provisoires annoncés samedi. Quatre jours après le scrutin pour désigner le successeur d'Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue chef d'Etat en Afrique, cette nouvelle vague de résultats fournie par la Commission électorale nationale (NEC) porte désormais sur 74% des bu-

reaux de vote, a indiqué le président de la NEC, Jerome Korkoya.

Quelque 1,2 million de suffrages ont déjà été dépouillés, pour un taux de participation moyen observé dans ces bureaux de 74,2%, a précisé la NEC lors d'une conférence de presse.

Avec plus de 440 000 voix, soit un avantage de plus de 100 000 sur Joseph Boakai, George Weah obtient 39,2% des votes comptabilisés, contre 29,6% au vice-président sortant. Les 18 autres candidats sont largement distancés.

L'avocat et vétéran de la politique Charles Brumskine arrive en troisième position, avec 9,7% des suffrages, devant Alexander Cummings, ancien dirigeant de Coca-Cola pour l'Afrique, à 6,9%, suivi par



Le sénateur et légende du football africain George Weah compte plus de 100 000 voix d'avance sur le vice-président sortant Joseph Boakai après le dépouillement de quelque 1,2 million de suffrages.

Photo : AFP

le sénateur Prince Johnson, chef de milice pendant la guerre civile (1989-2003, quelque 250 000 morts), à 6,6%.

Sur les 15 provinces du pays, George Weah fait la course en tête dans 12, y compris celle de la capitale, Monrovia, dont il est séna-

teur depuis 2014 et qui concentre près de 40% des quelque 2,1 millions d'électeurs.

Le vice-président paraît devoir s'imposer dans deux provinces, dont sa région natale de Lofa (nord), la quatrième en nombre d'électeurs, et M. Brums-

kine à Grand Bassa (centre).

Pour l'emporter dès le premier tour, M. Weah devrait obtenir quelque 330 000 voix de plus, soit un pourcentage très élevé des bureaux restant à compter. La NEC a jusqu'au 25 octobre pour confirmer ces résultats et annoncer éventuellement un second tour.

Selon la Constitution, ce second tour est organisé le deuxième mardi qui suit l'annonce du résultat final. La présidente sortante, prix Nobel de la paix 2011, qui ne pouvait plus se représenter après deux mandats, a estimé le jour du vote que le Liberia était "prêt pour la transition", la première d'un dirigeant élu à un autre dans ce pays "depuis trois générations".

RDCongo/Diplomatie

A Kinshasa, Zuma exprime son soutien au processus électoral

AFP  
Kinshasa/RDCongo

LE président sud-africain Jacob Zuma a exprimé hier à Kinshasa son "soutien au processus électoral en cours en République démocratique du Congo" après une rencontre avec son homologue congolais Joseph Kabila, a annoncé la présidence congolaise,

alors que l'opposition en RDC accuse le président Kabila de vouloir se maintenir au pouvoir par tous les moyens.

"Les deux chefs d'Etat ont réaffirmé leur détermination à consolider les acquis de la démocratie, de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité en faveur des peuples de la région", ajoute le communiqué de la présidence avant un sommet des chefs d'Etat

sur la sécurité dans la région des Grands Lacs prévue jeudi à Brazzaville.

Le chef de l'opposition congolaise, Félix Tshisekedi, a qualifié de "forfaiture" cette semaine l'annonce du président de la Commission électorale, Corneille Nangaa, selon laquelle il n'y aurait pas d'élection avant 2019 pour la succession de M. Kabila.

MM. Kabila et son "servi-

teur" Nangaa ont "déclaré la guerre au peuple congolais", selon M. Tshisekedi dont la coalition veut une "transition sans Kabila" après le 31 décembre.

Le second mandat de M. Kabila a pris fin le 20 décembre 2016. La Constitution ne lui permet pas de se représenter, mais l'autorise à rester au pouvoir jusqu'à l'installation d'un président élu.

Un accord pouvoir-oppo-

sition du 31 décembre 2016 prévoyait des élections au plus tard en décembre 2017, délai qu'il est désormais impossible de tenir.

Les autorités promettent depuis plusieurs semaines la publication d'un calendrier électoral, alors qu'une réunion d'évaluation du processus électoral se tient à Kinshasa jusqu'à mercredi.